

## Un entretien avec Don Mitchell

Stéphane Tonnelat  
Traduction : Frédéric Dufaux

### Un entretien avec Don Mitchell, au Congrès annuel de l'Association américaine d'anthropologie, Philadelphie, 2 décembre 2009

par Stéphane Tonnelat, CNRS, Laboratoire CRH, UMR LAVUE

Traduction : Frédéric Dufaux, Laboratoire Mosaïques - UMR LAVUE, Université Paris Ouest Nanterre

#### 1<sup>e</sup> partie : la géographie radicale et le droit à la ville

- ST : vous êtes professeur de géographie à l'université de Syracuse (Etat de New-York) et vous êtes également le directeur du « projet de géographie populaire » (*the people's geography project*) dans la même université. Vous êtes une figure importante du courant de la géographie radicale, tout particulièrement intéressé par les questions d'espace public, de personnes sans logis et de « paysages du travail »<sup>1</sup>. Vous avez publié plusieurs livres importants. Je n'en mentionnerai qu'un seul, dont le titre peut sembler familier à un public français : *Le Droit à la ville (The Right to the City)*<sup>2</sup>, avec le sous-titre « La justice sociale et le combat pour l'espace public en Amérique ». Ma première question, en relation avec ce livre, est : quelle est à votre avis la position de la géographie radicale vis-à-vis de l'espace public ?

[http://www.dailymotion.com/video/xee6sl\\_interview-with-don-mitchell-philade\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xee6sl_interview-with-don-mitchell-philade_news)

[Entretien avec Don Mitchell – 1e partie]

- DM : C'est une bonne question. Je pense que je peux y répondre en racontant un peu comment je me suis intéressé à l'espace public. De deux manières : c'est d'abord quand j'ai commencé à m'intéresser à la géographie, au milieu des années 1980. J'étais en Californie. J'étais étudiant, et dans les villes californiennes, comme dans la plupart des villes aux Etats-Unis, le phénomène des sans-abris est brutalement devenu très visible dans les rues, et les questions « à qui appartient le trottoir ? A quoi sert-il ? » sont devenues très importantes. Et je m'y suis un peu intéressé. Je n'y ai pas beaucoup réfléchi. Quand je suis entré en 3<sup>e</sup> cycle, je travaillais sur mon doctorat, consacré aux « paysages du travail ». Je suis revenu en Californie à Berkeley au moment où l'Université a tenté de récupérer le *People's Park*, un parc construit par des communautés locales, par des militants, etc. à la fin des années 1960 et il y a eu une émeute autour de ça. Il y avait des projets de l'Université de Californie pour récupérer ce parc quand j'étais là-bas en train de faire mes recherches. Juste après mon départ en troisième cycle sur la côte Est, il y a eu une autre grande émeute, quand l'Université a tenté de prendre le contrôle du parc, qui avait été laissé entre les mains de groupes locaux depuis plus de vingt ans. Et toutes ces thématiques, associées avec d'autres expériences que j'ai vécues,

<sup>1</sup> (Remarque : cette note, comme les suivantes, a été rédigée par le traducteur.)

Pour une discussion autour de la notion de « paysage du travail » (*Labor Landscape*), voir en particulier :

MITCHELL Don, *The Lie of the Land: Migrant Workers and the California Landscape*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1996. Dans la lignée des travaux de Carey McWilliams, et inspiré par Henri Lefebvre, Don Mitchell y articule les notions de travail, de paysage en tant que forme concrète et de paysage en tant que représentation, appliquant tout particulièrement cette approche à l'analyse des formes de logement de la main d'œuvre agricole migrante (*company towns...*).

<sup>2</sup> MITCHELL Don, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York: Guilford Press, 2003.

comme celle de la contestation, ont fait que je me suis beaucoup intéressé à ce qu'est l'espace public, à qui il appartient, et pourquoi c'est important.

J'ai commencé à raccorder ça avec ma recherche sur les paysages du travail, que je lisais largement dans une perspective marxienne. Parce que, pour beaucoup de militants syndicaux que j'observais, les seuls lieux où ils pouvaient faire un travail d'organisation étaient les lieux publics, les rues, les parcs. Les ouvriers agricoles migrants, quand ils venaient en ville, ces ouvriers agricoles, étaient organisés par les syndicats radicaux dans les rues, et l'espace public était essentiel pour ça. Alors ça a commencé à se connecter pour moi. Et mon intérêt pour ce qui se passait dans les rues des villes dans la période contemporaine, avec les sans-abris, les questions des luttes et de la politique, et ce qui se passait dans le *People's Park* ont convergé. Et j'ai tenté d'écrire une série d'articles qui examinait la question des sans-abris dans l'espace public, et donc de l'espace public, qui abordait les questions de luttes et donc de ce que l'espace public pouvait être, et, bien sûr, ce qui devint important à ce moment, c'était également les questions de propriété. Et donc, développer mes propres positions politiques radicales est devenu central pour comprendre tout ça. En même temps, mon initiation au marxisme, et en particulier au marxisme formulé dans le premier volume du *Capital*, plus que beaucoup de commentaires sur le marxisme, est devenu important pour moi. Penser comment le capital circule à travers les villes et pourquoi est devenu très important pour comprendre comment et pourquoi les personnes sans-abris sont contrôlées dans l'espace public, pourquoi elles sont chassées des parcs, pourquoi elles sont chassées des rues, et où les foyers sont localisés. Alors j'ai commencé à décrire l'histoire des relations entre la circulation du capital, l'accumulation du capital et les luttes qui les entourent, la fabrication des paysages urbains et, en même temps, les luttes autour de l'espace public. Et avec ça, bien sûr, j'ai lu tous les classiques de la sphère publique, Arendt, Habermas, et les autres, aussi bien que les écrits de Richard Sennet sur les villes, et ensuite j'ai tenté d'introduire dans ce discours une vision très, très matérialiste. Et je pense que de venir de la géographie aide vraiment pour ça, parce que ce qui nous intéresse le plus c'est précisément la question de l'espace matériel. Qui a accès à l'espace, pourquoi, à quelles conditions, et ainsi de suite... C'est ce type de trajectoire qui m'a amené, je pense, à ce que la géographie humaine ou la géographie radicale apportent aux questions d'espace public. Précisément : comment ces espaces sont produits, ce qui est une des questions de Lefebvre, -puisque nous l'évoquons-, par qui ils sont produits, dans quelles conditions, et dans quels buts. Quelles sont les possibilités de faire de ces espaces quelque chose de plus juste, quelque chose qui en vaut davantage la peine.

- ST : quels sont à votre avis les principaux concepts que vous avez empruntés aux livres de Lefebvre -*Le Droit à la ville*, mais aussi *La Production de l'espace*-, dans vos recherches ?

[http://www.dailymotion.com/video/xee6yz\\_interview-with-don-mitchell-philade\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xee6yz_interview-with-don-mitchell-philade_news)  
[Entretien avec Don Mitchell – 2e partie]

- DM : eh bien, à part voler le titre, *Le Droit à la ville* -ce qui m'a bien aidé-, je voulais vraiment poser cette question : qui a droit d'être dans la ville et à quelles conditions ? Il y a quelques éléments qui sont devenus très importants pour moi. De manière générale : les discussions autour de la production de l'espace et comment la production de l'espace est absolument centrale pour toute pratique sociale, pour toute formation sociale et pour le capitalisme en particulier. Le capitalisme produit des espaces de certaines façons, par exemple en manipulant les luttes, et ainsi de suite. Ces

discussions sur la création de l'espace, l'importance de l'espace abstrait -un terme qui d'une certaine manière est lié à la notion de travail abstrait-, m'ont été très utiles. Et puis, dans *Le droit à la ville*, la façon dont il parle du droit à la centralité, du droit à la participation, de la participation à la fabrication de la ville, de la production concrète de cet espace particulier, et de comment le droit à habiter, à un lieu pour vivre, le droit à son cadre de vie et à le contrôler sont de beaucoup de façons fondatrices d'autres revendications dans les modes de vie. La capacité même à être est essentielle. Il pose un cadre très séduisant pour comprendre certaines de ces idées, avec sa manière habituelle de formuler des impératifs. C'est assez abstrait parfois. Et une des choses que j'aime faire, c'est m'emparer de certaines de ces idées, et les amener à vraiment prendre forme sur le terrain, les rendre plus fécondes.

## 2<sup>e</sup> partie : le projet de géographie populaire et le géographe public<sup>3</sup>

- ST : Pourriez-vous nous parler de votre « projet de géographie populaire » ?

[http://www.dailymotion.com/video/xee715\\_interview-with-don-mitchell-philade\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xee715_interview-with-don-mitchell-philade_news)  
[Entretien avec Don Mitchell – 3e partie]

- DM : Pour le moment, le projet de géographie populaire n'est encore qu'un site web<sup>4</sup>. Je ne pense pas qu'il ait été mis à jour depuis longtemps. En partie parce que les grandes idées que moi-même et un certain nombre de camarades avions pour ce projet n'ont pas donné de résultats, pour toutes sortes de raisons structurelles : le fait que nous sommes dispersés dans un très grand pays et que nous ne pouvons pas nous rencontrer très souvent ; et puis, j'ai eu des responsabilités administratives, je suis devenu directeur du département, ce qui m'a pris beaucoup de temps. Je devais m'occuper d'autres choses. Et aussi, il y a eu des raisons très immédiates - ensuite je reviendrai sur le contenu du projet. Des raisons immédiates comme le 11 septembre 2001. J'ai pris de l'argent que j'avais et j'ai commencé à produire rapidement des matériaux pour l'enseignement, sur l'action géopolitique des Etats-Unis, une espèce de saisie critique du rôle géopolitique des Etats-Unis pour les enseignants du primaire.

L'idée originale du projet de géographie populaire -un autre titre volé, à l'Histoire populaire (*People's History*)<sup>5</sup> d'Howard Zinn-, était de trouver des moyens pour populariser la géographie radicale ou radicaliser la géographie populaire, peu nous importait dans quel sens cela se ferait. Mais c'est important parce que la géographie a été une discipline extrêmement intéressante dans les trente dernières années. Elle est allée de révolution théorique en révolution théorique, constituant le foyer de théorisations très intéressantes, avec beaucoup de très bonnes retombées. Plus largement, le tournant spatial dans les sciences sociales a été important pour renforcer la notion que l'espace est central dans la compréhension du fonctionnement du monde. Et pourtant, beaucoup des connaissances qui se sont développées ne sont pas bien connues en dehors des murs de l'Université et des journalistes scientifiques, au moins aux Etats-Unis.

---

<sup>3</sup> « *Community Geographer* ».

J'ai hésité à conserver l'expression anglaise. En effet, « géographe de la communauté » ou « géographe communautaire », trop ambigus, ne sont pas satisfaisants, car ils n'ont pas du tout les mêmes connotations en français (voir note 6 sur le sens de *community*). « Géographe des habitants », qui me paraît plus fidèle, est néanmoins trop restrictif. Stéphane Tonnelat a suggéré « géographe public » (dans le sens d'écrivain public) qui me semble approcher de façon heureuse le sens de « *Community Geographer* ».

<sup>4</sup> <http://www.peoplesgeographyproject.org/>

<sup>5</sup> Zinn, Howard, *A people's history of the United States*, London: Longman, 1980. Cette œuvre, sans doute la plus connue de Zinn, a eu une forte influence, dans le monde académique et au-delà. Elle est traduite en français : Zinn, Howard et Cotton, Frédéric (traduction), *Une Histoire Populaire des Etats-Unis*, Agone, 2003.

Aussi, une des idées a été de trouver des moyens de prendre beaucoup de cette théorisation radicale qui s'était développée et de la transformer en brochures, et peut-être finalement en vidéos, et toutes ces sortes de choses..., ce que nous n'avons pas tellement fait. J'ai un étudiant qui en compile certains aspects dans des ouvrages de vulgarisation : c'est là-dessus que nous avons vraiment achoppé. Nous voulions vraiment écrire une géographie populaire des Etats-Unis, et nous n'avons jamais su ce que nous devons en exclure. C'est bien le problème, non ? Avec l'histoire, vous pouvez vous raccrocher à l'échelle du temps. Avec l'espace, c'est bien plus difficile et nous n'avons jamais exactement déterminé comment nous pourrions faire ça.

Et donc, le projet de géographie populaire a fini par se transformer. Il s'est transformé parce que, quand j'ai pris la responsabilité du département, je me suis engagé dans quelque chose baptisé le *Community Geography Project*<sup>6</sup> à Syracuse. Et cela s'est fait parce que j'ai reçu un appel téléphonique me demandant si nous pouvions cartographier les dynamiques de la géographie de la pauvreté dans la ville. J'ai dit que oui, bien sûr, nous serions contents d'aider, sans avoir aucune idée de ce dont ce gars parlait, n'ayant personnellement aucune compétence pour ce genre de choses. Donc j'ai appelé notre responsable du SIG. Elle a dit que bien sûr elle pouvait faire ça. C'est une écologiste tropicale, pas du tout dans les études sur la pauvreté. Et nous l'avons fait.

Nous avons mis en place ce grand projet consacré à la faim qui s'intéresse maintenant plus largement à toute une gamme de questions sociales, politiques, économiques et environnementales dans la région centrale de l'Etat de New York, dans l'aire urbaine de Syracuse, avec une approche géographique. Il rassemble toutes sortes de gens issus des communautés locales. Tous nos projets sont dirigés par les communautés locales. Ils partent de la base. Ce n'est pas vraiment de la recherche-action. C'est un modèle très difficile à décrire. En quelque sorte, nous le réalisons en avançant. Nous avons trouvé de l'argent pour embaucher quelqu'un que nous avons baptisé la géographe publique. Les moyens sont fournis par l'Université et elle travaille pour les communautés locales. Les gens l'appellent et lui demandent de s'engager dans des choses. Elle intègre des étudiants, elle intègre des personnels de l'Université. J'utilise une partie de l'argent de mon projet de géographie populaire et j'ai obtenu de l'argent par d'autres biais pour mettre ce projet en route. C'est ainsi que le projet de géographie populaire a glissé vers quelque chose de très local, sur le terrain, le genre de projets qui essaient de comprendre les lieux que nous habitons. Comment y agit la pauvreté, comment y agissent les inégalités. Comment y agissent la justice ou les injustices environnementales. Et puis, une de mes tâches, en tant que théoricien maison, c'est, alors que beaucoup de ces choses sont terriblement pratiques, d'amener les gens à réfléchir en quoi elles reflètent des forces sociales plus larges. C'est une région en déclin, désindustrialisée ; en quoi c'est un facteur important.

Vous savez, quand le conseil municipal se met à suivre avec enthousiasme les idées de Richard Florida sur la classe créative<sup>7</sup>, - nous avons de gros problèmes avec ces idées -, nous avons besoin de les questionner. Ça a rendu notre projet très intéressant. Et puis, plus ou moins en lien avec ça, la géographe publique, et moi, et d'autres personnes impliquées dans le projet, sont aussi entrés en

<sup>6</sup> <http://www.communitygeography.org/>

« Projet de géographie communautaire ». La notion de *community*, dans le monde nord-américain, renvoie à l'échelon local d'organisation de la société, avec ses -très- importantes initiatives propres, le plus souvent autonomes, non suscitées par les pouvoirs publics. Le terme est difficile à traduire : le rendre par communauté n'est pas très satisfaisant.

<sup>7</sup> L'ouvrage de Richard Florida sur la classe créative, qui vise à expliquer l'attractivité sociologique des villes, a eu un grand retentissement dans le monde académique anglophone, et, au-delà, en urbanisme :

FLORIDA Richard, *The Rise of the Creative Class. And How It's Transforming Work, Leisure and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.

Non traduit en français, l'ouvrage est très controversé.

On trouvera un aperçu des discussions autour des idées de Richard Florida en français dans le n° 373 de la revue *Urbanisme* (juin-juillet-août 2010), qui consacre son dossier aux « Villes créatives ».

rapport avec les coalitions pour le droit à la ville, qui se développent à travers les Etats-Unis, dans un bon nombre de villes. Elles sont liées de façon souple à des coalitions similaires qui se développent en Europe et en Asie, etc. Et j'ai utilisé un peu de l'argent qui me restait pour que des militants associatifs de la ville aillent chaque année au congrès national de géographie. Nous faisons ça depuis deux ans et nous allons le faire cette année pour la troisième fois, à Washington DC, où j'ai payé leur inscription. C'est de l'argent du projet et j'ai aussi payé pour la location d'un lieu pour faire quelque chose de différent avec les communautés locales ; ce genre de choses, pour essayer de vraiment tisser des liens entre universitaires et militants est rarement réalisé de cette façon aux Etats-Unis.

Et tout ça revient à l'idée originale du projet de géographie populaire, mais maintenant à travers la coalition pour le droit à la ville, ce dont je suis très heureux. Pour l'essentiel, je signe des chèques.

- ST : Vous signez des chèques et vous introduisez un peu de théorie dans tout ça.

- DM : J'essaie, j'essaie.

### **Le géographe public**

- ST : ça a l'air passionnant. J'aime beaucoup cette idée du géographe public.

[http://www.dailymotion.com/video/xee781\\_interview-with-don-mitchell-philadel\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xee781_interview-with-don-mitchell-philadel_news)

[Entretien avec Don Mitchell – 4e partie]

- DM : C'est une des choses les plus intéressantes que nous avons faites. Nous sommes en train d'essayer de reformuler l'ensemble du projet et de trouver de l'argent pour que notre géographe publique, Jonnell Allen, puisse être définitivement embauchée. En ce moment, elle est financée par des budgets spéciaux, ce qui est difficile comme vous le savez. Nous recevons des subventions, nous allons mendier auprès de l'administration de l'Université pour pouvoir la payer quelques mois de plus. Nous devons rendre ce poste permanent, parce qu'il est très important pour les communautés locales. Pour les organisations locales, pour les associations, en fait pour la ville elle-même, pour les responsables du développement local. Et, de fait, ils commencent à le reconnaître, et parfois d'une manière qui me met mal à l'aise.

- ST : C'est ce que je voulais vous demander. Dans votre travail, vous questionnez beaucoup les modes de conception des espaces, des bâtiments...

- DM : Eh bien, nous ne sommes pas tous d'accord, c'est évident, et moi non plus je n'accepte pas ce que disent les autres. Et ce que nous avons appris à faire, ceux qui sont dans le comité d'organisation, nous rassemblons beaucoup de gens des communautés locales. Nous avons de très grands désaccords politiques, à un assez haut niveau, et nous avons décidé que nous en discuterons et nous essayons de nous assurer que nous sommes très clairs sur pourquoi nous pensons que ce que nous disons est important et doit être entendu. Et cela a fait partie de nos valeurs depuis le tout début, et ça en a été une part importante.

Il y a un gars au comité qui travaille pour une association, pour la *Community Foundation*, qui donne beaucoup d'argent. Il est impliqué dans un tas de bons projets, mais il est complètement acquis au modèle néolibéral des ONG, complètement. Il ne peut pas dire une phrase sans utiliser l'expression «accountability»<sup>8</sup>. Et donc je lui mène toujours la vie dure. Et il me le rend bien. A partir de là nous arrivons vraiment à un bon débat sur ce que peuvent être les limites de ses façons de penser, sur ce que peuvent être les limites de ma manière de penser. Et c'est très utile, en partie

---

<sup>8</sup> Accountability signifie littéralement la pratique de "rendre des comptes." C'est un principe de gouvernance qui implique une forme de responsabilité comptable et qui s'appuie sur une éthique de la transparence.

parce que nous nous sommes mis d'accord sur le fait que nous allions en débattre, et que nous allions le faire de façon amicale. Nous n'allons pas nous injurier. Ça, ça marche bien.

Parfois, tout ça me frustre beaucoup. Certaines des choses dans lesquelles Jonnell Allen, la géographe publique, souhaite s'impliquer ou doit s'impliquer, ne cadrent pas bien avec mes positions politiques. Mais je suis une personne parmi beaucoup d'autres et je comprends aussi l'importance d'avoir un projet avec une large base, directement issu des communautés locales. Alors je me mets en retrait et je laisse passer [le projet].

- ST : C'est vraiment une rencontre entre une approche théorique marxienne ou marxiste de l'espace, et une approche plus ancrée dans les faits, presque anthropologique.

- DM : J'essaie, j'essaie. C'est peut-être pour ça que je participe à un congrès d'anthropologie. C'est crucial. Et je l'ai appris très tôt. Quand j'étais en 3e cycle, une bonne amie à moi maintenant, elle était professeure, qui lisait beaucoup de mes travaux, parce qu'ils lui étaient envoyés pour évaluation, m'a finalement pris à part, et elle m'a dit « Tu as de bonnes idées théoriques, mais tu n'es pas un bon théoricien. Tiens-toi au travail empirique, tu es vraiment bon pour ça. Tu fondes ce que tu fais. » Et j'ai pris ça à cœur. Si tu réfléchis vraiment à la manière dont les choses sont enracinées dans les lieux que tu étudies, ça fait une grande différence théorique.

- ST : Je crois que nous avons fini. Merci. C'était très intéressant !

**A propos de l'auteur : Stéphane TONNELAT**, Equipe CRH, UMR 7218 LAVUE, CNRS

**Pour citer cet article : Stéphane TONNELAT**, "An interview with Don Mitchell" [« Un entretien avec Don Mitchell », traduction : Frédéric Dufaux]

**justice spatiale | spatial justice**, n° 02 octobre | october 2010, <http://www.jssj.org>